



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 25 MARS 2022
portant modification de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2022
mettant en demeure la société GMR
de respecter les dispositions applicables à sa carrière de Blodelsheim (68)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 autorisant la société SAUTER à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires, à sec et en eau, à Blodelsheim pour une durée de 29 ans, modifié par les arrêtés préfectoraux portant prescriptions complémentaires des 25 avril 2007 et 8 mars 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 mars 2021 portant prescriptions complémentaires à la société GMR pour sa carrière de Blodelsheim, en référence au titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

VU la visite d'inspection du site du 10 février 2022 ;

VU le rapport du 22 février 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 mars 2022 portant mise en demeure à la société GMR de respecter les dispositions applicables à sa carrière de Blodelsheim ;

VU les observations présentées le 17 mars 2022 par la société GMR qui demande la correction du délai de 6 mois à 10 mois en ce qui concerne la réalisation des plantations ;

Considérant que pour une parfaite reprise des plants, les plantations doivent s'effectuer entre le milieu et la fin de l'automne et qu'ainsi il peut être fait droit à la demande de la société GMR ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le délai de 6 mois prévu par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2022 susvisé est porté à 10 mois en ce qui concerne la réalisation des plantations.

Article 3 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 25 MARS 2022

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.